

1 Santé publique

- PARLEMENT EUROPEEN ET CONSEIL DE L'UE : accord provisoire sur le futur règlement relatif aux menaces transfrontières graves sur la santé
- COMMISSION EUROPEENNE : document d'orientation pour la mise en place d'actions de lutte contre les maladies non transmissibles
- COMMISSION EUROPEENNE : étude exploratoire sur l'accès aux produits financiers pour les personnes ayant des antécédents de cancer

2 Médicaments et dispositifs médicaux

- HERA : identification de trois principales menaces pour la santé auxquelles il faut se préparer
- COMMISSION EUROPEENNE : première liste d'antimicrobiens réservés pour l'usage humain
- EMA : listes de médicaments critiques contre la COVID-19, contre la variole du singe et dans la préparation aux crises
- HERA : achat et distribution de doses de vaccin contre la variole du singe
- HERA : contrat-cadre de passation conjointe de marché pour un vaccin contre la grippe pandémique
- NEUF ETATS MEMBRES : révision souhaitée des dispositions relatives aux contrats d'achat de vaccins contre la COVID-19
- COMMISSION EUROPEENNE : consultation publique sur l'octroi de licences obligatoires pour les brevets
- COMMISSION EUROPEENNE : proposition de règlement concernant les normes de qualité et de sécurité des substances d'origine humaine
- COMMISSION EUROPEENNE : Forum conjoint de coopération industrielle
- COMMISSION EUROPEENNE : conférence sur le règlement concernant l'évaluation des technologies de santé
- BENELUXA : déclaration conjointe concernant l'entrée des médicaments sur le marché européen
- COMMISSION EUROPEENNE : accord de coopération avec les États-Unis sur la préparation et réaction aux menaces pour la santé publique
- UNION EUROPEENNE : conclusion d'un accord de partenariat sur les relations et la coopération avec la Nouvelle-Zélande

3 Santé en ligne

- COMMISSION EUROPEENNE : nouveau partenariat pour les compétences professionnelles dans le domaine du numérique
- EDBP-CEPD : avis conjoint sur l'Espace européen des données de santé

- ECDC-EMA : membres d'un consortium pour la réalisation d'un projet pilote concernant l'Espace européen des données de santé
- AI Watch : rapport sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le secteur public

4 Politique sociale

- CONSEIL DE L'UE : recommandation visant à assurer une transition équitable vers la neutralité climatique
- PARLEMENT EUROPEEN : résolution vers une action européenne commune en matière de soins
- PARLEMENT EUROPEEN : résolution sur le plan d'action de l'UE pour l'économie sociale
- COMMISSION EUROPEENNE : consultation publique sur les activités transfrontières des associations à but non lucratif

5 Politique économique

- COMMISSION EUROPEENNE : base de données sur la mise en œuvre des recommandations par pays dans le cadre du Semestre européen
- CONSEIL DE L'UE : approbation des recommandations spécifiques par pays dans le cadre du Semestre européen
- EUROGROUPE : fin de la surveillance budgétaire rapprochée mais poursuite des réformes attendues en matière de santé en Grèce

6 Financement UE

- CONSEIL DE L'UE : adoption du Plan polonais pour la reprise et la résilience
- PARLEMENT EUROPEEN : résolution sur la mise en œuvre de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR)
- COMMISSION EUROPEENNE : rapport sur la mise en œuvre de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR)
- COMMISSION EUROPEENNE : adoption des accords de partenariat avec sept États membres au titre de la politique de cohésion 2021-2027
- COMMISSION EUROPEENNE : financements supplémentaires accordés à sept États membres au titre de REACT-EU
- COMMISSION EUROPEENNE : adoption du programme PAIX PLUS pour la paix et la coopération entre l'Irlande et l'Irlande du Nord
- BEI : Financements accordés à Ryvu Therapeutics pour le développement de nouveaux traitements contre le cancer
- CER : cartographie des recherches financées

7 Concurrence

- COMMISSION EUROPEENNE : enquête formelle sur les pratiques anticoncurrentielles menées par Vifor Pharma
- COMMISSION EUROPEENNE : communication des griefs sur la violation en matière de concentrations par Illumina et GRAIL
- COMMISSION EUROPEENNE : autorisation de l'acquisition de FutureLife par Hartenberg Holding et CVC
- COMMISSION EUROPEENNE : autorisation de l'acquisition du contrôle exclusif de Cerner par Oracle
- COMMISSION EUROPEENNE : autorisation de l'acquisition du contrôle conjoint de Theramex par PAI Partners et Carlyle
- COMMISSION EUROPEENNE : autorisation de l'acquisition du contrôle conjoint de IFS par EQT Fund Management, HgCapital, et TA Associates
- COMMISSION EUROPEENNE : autorisation de l'acquisition de Irepse par TSM
- COMMISSION EUROPEENNE : autorisation de l'acquisition du contrôle conjoint de Kedrion et BPL par Permira et Sestant
- COMMISSION EUROPEENNE : autorisation de l'acquisition du contrôle conjoint de Ephesoft par Clearlake et TA Associates
- COMMISSION EUROPEENNE : autorisation de l'acquisition du contrôle conjoint de Advarra par Blackstone et CPP Investments

8 Procédures d'infraction

- BELGIQUE : transposition de la législation européenne en matière de radioprotection
- CHYPRE : transposition de la législation européenne relative à l'assistance médicale à bord des navires
- CHYPRE : non-conformité des nouvelles mesures applicables aux professions réglementées

9 Cour de Justice de l'Union européenne

- ARRET : rejet du recours d'Illumina contre le mécanisme de renvoi du règlement sur les concentrations
- ARRET : passation de marchés publics pour les services de transport sanitaire d'urgence et d'extrême urgence
- ARRET : mise en œuvre du principe d'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale
- ARRET : taxe sur la valeur ajoutée pour les services d'assurance fournis par des sociétés tierces au nom et pour le compte d'un assureur
- CONCLUSIONS : conditions auxquelles l'état de santé d'un ressortissant d'un pays tiers peut faire obstacle à l'exécution de son éloignement
- CONCLUSIONS : exonération de l'accise sur l'alcool éthylique utilisé pour la fabrication de médicaments

10 Guerre en Ukraine

- COMMISSION EUROPEENNE : proposition de mesures pour une assistance flexible aux territoires (FAST-CARE)
- COMMISSION EUROPEENNE : services de santé mentale et soutien psychosocial pour les personnes déplacées en provenance d'Ukraine
- COMMISSION EUROPEENNE : association de l'Ukraine au programme L'UE pour la santé
- MECANISME DE PROTECTION CIVILE : patients Ukrainiens transférés dans des hôpitaux européens

11 Publications

- EPRS : note sur le travail de soins comme un bien public moteur de croissance durable
- EUROFOUND : résultats du cinquième tour de l'enquête Vivre, travailler et COVID-19
- EPHA : position conjointe sur l'incitation aux antibiotiques dans la révision de la législation pharmaceutique européenne
- DSV : analyse des enjeux liés au règlement relatif aux dispositifs médicaux
- ARTICLE : respect des exigences post-commercialisation imposées par l'EMA pour les médicaments contre le cancer
- AIM : désaccord avec certains aspects de l'avis scientifique sur le dépistage du cancer en Europe
- HAI : appel à prioriser la santé dans la législation sur l'intelligence artificielle
- EHPA : analyse des enjeux liés à l'Espace européen des données de santé
- EDITORIAL : risques liés à la fracture numérique pour l'Espace européen des données de santé
- HEALTH POLICY : numéro spécial sur les leçons tirées de la réponse à la pandémie de COVID-19
- ARTICLE : opportunité que représente la politique de santé de l'UE après la pandémie de COVID-19
- POLITICO : article sur les défis rencontrés par HERA dans la passation conjointe de marché
- OMS/Europe : stratégie paneuropéenne sur les soins de santé primaires
- POLITICO : opportunités post-Brexit pour le traitement des maladies rares
- OBS : revue des soins de santé bucco-dentaire en Europe
- ESPN : rapports sur la mise en place de réformes dans le secteur de la santé au Portugal et à Malte

12 Divers

- PARLEMENT EUROPEEN : résolution sur les menaces contre le droit à l'avortement dans le monde
- CONSEIL DE L'UE : conclusions sur la stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant
- PARLEMENT EUROPEEN : résolution sur la convocation d'une convention pour la révision des traités européens
- CONSEIL DE L'UE : évaluation préliminaire des résultats finaux de la conférence sur l'avenir de l'Europe
- COMMISSION EUROPEENNE : communication sur les propositions issues de la conférence sur l'avenir de l'Europe
- PARLEMENT EUROPEEN ET CONSEIL DE L'UE : accord politique sur la directive sur la résilience des entités critiques

- COMMISSION EUROPEENNE : rapport sur la performance en matière de recherche et d'innovation et nouveau programme européen d'innovation
- COMMISSION EUROPEENNE : publication des Eurobaromètres sur la corruption
- COMMISSION EUROPEENNE : publication du code de bonnes pratiques renforcé contre la désinformation
- MEDiateur EUROPEEN : mauvaise administration dans la gestion de demandes d'accès du public à des documents de la Commission européenne

1 Santé publique

▶ PARLEMENT EUROPEEN ET CONSEIL DE L'UE : accord provisoire sur le futur règlement relatif aux menaces transfrontières graves sur la santé

L'accord conclu entre le Parlement et le Conseil de l'Union européenne propose de nouvelles mesures pour répondre aux menaces sanitaires transfrontières. En matière d'achat groupé de produits médicaux, une clause d'exclusivité limite les achats et négociations parallèles entre les pays; la Commission devra aussi informer le Parlement au sujet des procédures entamées. Des règles supplémentaires pour renforcer et intégrer les systèmes de surveillance épidémiologique sont également définies.

DOC 1 [EN/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/FR/NL](#) HTML

▶ COMMISSION EUROPEENNE : document d'orientation pour la mise en place d'actions de lutte contre les maladies non transmissibles

Le document d'orientation a été publié dans le cadre de l'initiative « Healthier together » qui vise à réduire le fardeau des maladies non transmissibles dans cinq domaines particuliers: maladies cardiovasculaires, diabète, maladies respiratoires chroniques, santé mentale, déterminants de la santé. Le document propose des actions conjointes et identifie les instruments légaux et financiers disponibles au niveau de l'Union européenne pour intervenir dans ces domaines.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) PDF

▶ COMMISSION EUROPEENNE : étude exploratoire sur l'accès aux produits financiers pour les personnes ayant des antécédents de cancer

Dans le cadre du « Plan européen pour vaincre le cancer », une étude exploratoire a cartographié l'accès aux produits financiers pour les personnes ayant des antécédents de cancer dans les États membres de l'UE. Elle a aussi investigué les perceptions des parties prenantes sur les actions menées dans ce domaine au niveau européen.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) PDF | DOC 3 [FR](#) PDF

2 Médicaments et dispositifs médicaux

▶ HERA : identification de trois principales menaces pour la santé auxquelles il faut se préparer

L'Autorité de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA) de la Commission européenne a présenté une liste de trois principales menaces pour la santé qui nécessitent une coordination au niveau de l'UE dans le cadre de contre-mesures médicales. La priorisation de

ces trois menaces vise à garantir le développement et la capacité de production et d'approvisionnement de contre-mesures médicales adéquates.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

COMMISSION EUROPEENNE : première liste d'antimicrobiens réservés pour l'usage humain

Cette liste désigne des antimicrobiens ou groupes d'antimicrobiens qui devront désormais être réservés au traitement de certaines infections chez l'homme. Selon le règlement d'exécution adopté, les antimicrobiens listés ne pourront plus être inclus parmi les produits médicaux vétérinaires ni proposés dans la composition d'aliments pour animaux.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

EMA : listes de médicaments critiques contre la COVID-19, contre la variole du singe et dans la préparation aux crises

L'Agence européenne des médicaments (EMA) a adopté des listes informatives de médicaments critiques pour la gestion de la COVID-19, de la variole du singe, et pour la préparation en cas d'urgences. Les firmes détentrices d'une autorisation de mise sur le marché dans l'UE devront informer l'EMA du niveau de stock, des prévisions d'approvisionnement et d'éventuelles pénuries des médicaments critiques produits.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) PDF | DOC 3 [EN](#) PDF

HERA : achat et distribution de doses de vaccin contre la variole du singe

L'Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA) a conclu un contrat avec la société Bavarin Nordic pour l'achat de doses de vaccins contre la variole du singe destinées aux pays de l'UE, l'Islande et la Norvège. Il s'agit du premier achat financé par le programme « L'UE pour la santé ». Les premières doses ont été distribuées à l'Allemagne, à la Belgique, à l'Espagne et au Portugal.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

HERA : contrat-cadre de passation conjointe de marché pour un vaccin contre la grippe pandémique

L'Autorité européenne de préparation et de réaction en cas d'urgence sanitaire (HERA) a signé un contrat-cadre avec l'entreprise pharmaceutique GSK pour l'acquisition conjointe d'un montant maximal de 85 millions de doses d'Adjupanrix, un vaccin contre la grippe pandémique. Douze États membres et d'autres pays participent à cet accord.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

NEUF ETATS MEMBRES : révision souhaitée des dispositions relatives aux contrats d'achat de vaccins contre la COVID-19

Les délégations bulgare, croate, estonienne, hongroise, lettone, lithuanienne, polonaise, roumaine, slovaque et slovène ont informé le Conseil de l'Union européenne du 14 juin 2022 de la lettre conjointe qu'elles ont adressée à la Commission européenne. Elles demandent des révisions dans les contrats d'achat de vaccins contre la COVID-19, en ce qui concerne notamment les surplus de vaccins.

DOC [EN](#) PDF

COMMISSION EUROPEENNE : consultation publique sur l'octroi de licences obligatoires pour les brevets

Afin de limiter les problèmes d'approvisionnement dans le secteur pharmaceutique et de répondre de manière plus efficace aux crises, la Commission envisage de créer un système de licences obligatoires à l'échelle de l'Union européenne réduisant la fragmentation actuelle des mécanismes nationaux. La consultation publique vise à récolter l'avis des différentes parties prenantes sur les motifs et procédures d'octroi des licences obligatoires en cas de crise, ainsi que sur les goulets d'étranglement existants.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

► **COMMISSION EUROPEENNE : proposition de règlement concernant les normes de qualité et de sécurité des substances d'origine humaine**

La Commission a proposé un nouveau règlement concernant les normes de qualité et de sécurité des substances d'origine humaine (SoHO), comme le sang, les tissus, les cellules, le lait maternel, et le microbiote. Le but est de mieux protéger les donateurs et les bénéficiaires de thérapies SoHO, d'harmoniser les pratiques de surveillance des États membres, de faciliter l'innovation et l'approvisionnement.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN/FR/NL](#) HTML

► **COMMISSION EUROPEENNE : Forum conjoint de coopération industrielle**

Ce nouveau Forum s'est réuni pour la première fois en juin 2022 afin de discuter comment assurer que l'Union européenne soit mieux préparée à répondre aux urgences sanitaires futures. Ce forum vise à identifier les possibles goulots d'étranglement dans les chaînes d'approvisionnement, à fournir des recommandations pour y remédier, et à soutenir les partenariats industriels en vue de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement médicales.

DOC [EN](#) HTML

► **COMMISSION EUROPEENNE : conférence sur le règlement concernant l'évaluation des technologies de santé**

Le but de cette conférence a été de présenter ce que la Commission européenne envisage pour préparer la mise en œuvre du règlement (EU) 2021/2282 et de discuter les opportunités et défis à venir d'ici à l'application du règlement en 2025. Les présentations et vidéos de la conférence sont accessibles en ligne.

DOC [EN](#) HTML

► **BENELUXA : déclaration conjointe concernant l'entrée des médicaments sur le marché européen**

Les délégations de l'Autriche, de la Belgique, de l'Irlande, du Luxembourg et des Pays-Bas ont porté à l'attention du Conseil de l'Union européenne le manque de preuves scientifiques suffisantes pour la réalisation d'évaluations de technologies de santé pertinentes. Parmi les solutions proposées, un dialogue accru entre les parties prenantes et des lignes directrices plus claires pour l'industrie.

DOC [EN](#) PDF

► **COMMISSION EUROPEENNE : accord de coopération avec les États-Unis sur la préparation et réaction aux menaces pour la santé publique**

L'accord signé vise à renforcer la coopération entre l'UE et les États-Unis dans les domaines suivants: surveillance épidémiologique et évaluation des menaces pour la santé publique, passation de marchés et évaluation des plateformes vaccinales, recherche et développement de contre-mesures médicales innovantes.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

► **UNION EUROPEENNE : conclusion d'un accord de partenariat sur les relations et la coopération avec la Nouvelle-Zélande**

Cet accord renforce les relations et la coopération entre l'Union européenne, ses États membres et la Nouvelle-Zélande dans plusieurs domaines. Les parties sont entre autres encouragées à coopérer et échanger des informations en matière de normes et d'évaluation de la conformité pour gérer la réglementation et les risques liés aux produits, y compris les produits pharmaceutiques et les dispositifs médicaux.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN](#) PDF

3 Santé en ligne

COMMISSION EUROPEENNE : nouveau partenariat pour les compétences professionnelles dans le domaine du numérique

Ce partenariat mobilise des entreprises, universités, pouvoirs publics et associations et vise à renforcer les compétences numériques des professionnels engagés dans différents secteurs, y compris celui de la santé.

DOC [EN](#) HTML

EDBP-CEPD : avis conjoint sur l'Espace européen des données de santé

Le Comité européen de protection des données (EDPB) et le Contrôleur européen de la protection des données (CEPD) ont adopté un avis conjoint concernant la proposition d'un règlement relatif à l'Espace européen des données de santé présentée par la Commission européenne. Cet avis souligne la nécessité de sécuriser l'utilisation secondaire des données électroniques de santé, de préciser les modalités de leur utilisation et stockage, et de clarifier les modalités de gouvernance.

DOC [EN](#) PDF

ECDC-EMA : membres d'un consortium pour la réalisation d'un projet pilote concernant l'Espace européen des données de santé

Outre le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC) et l'Agence européenne des médicaments (EMA), le consortium inclut des agences nationales de données de santé, dont Sciensano pour la Belgique, et des infrastructures de recherche. Financé par la Commission européenne, le projet va développer un réseau européen de plateformes sources de données et évaluer sa faisabilité et pertinence.

DOC [EN](#) HTML

AI Watch : rapport sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans le secteur public

Le service d'études sur l'intelligence artificielle (IA) de la Commission européenne (AI Watch) a publié un deuxième rapport sur l'utilisation de l'IA dans le secteur public des États membres de l'Union européenne. Le secteur de la santé est le troisième secteur de politique publique dans lequel l'IA est le plus utilisé. L'annexe 1 présente les stratégies mises en place par les États membres pour promouvoir l'utilisation de l'IA, y compris dans certains cas dans le secteur de la santé.

DOC [EN](#) HTML

4 Politique sociale

CONSEIL DE L'UE : recommandation visant à assurer une transition équitable vers la neutralité climatique

Le Conseil de l'Union européenne invite les États membres à intégrer les systèmes de protection sociale dans les politiques en matière de climat, d'énergie et d'environnement visant à assurer la transition écologique. Il demande entre autres aux États d'assurer la fourniture de services de santé accessibles, abordables et de qualité pour les personnes les plus touchées par la transition écologique, notamment en investissant dans les infrastructures pour les soins de santé.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN](#) - [FR](#) - [NL](#) PDF

PARLEMENT EUROPEEN : résolution vers une action européenne commune en matière de soins

Cette résolution souligne l'importance d'améliorer la cohérence entre systèmes de santé et systèmes sociaux et invite les États à augmenter les investissements dans les soins de santé, notamment les soins primaires, les soins préventifs et la promotion de la santé. Elle invite les

États à favoriser l'accès aux soins de santé pour tous, y compris les migrants sans papiers, et demande d'améliorer les conditions de travail et les salaires des prestataires de soins, des aides-soignants et des autres personnels d'appui.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **PARLEMENT EUROPEEN : résolution sur le plan d'action de l'UE pour l'économie sociale**

Dans cette résolution, le Parlement européen souligne le rôle important joué par les entités de l'économie sociale, y compris les mutuelles, dans le secteur des soins et invite la Commission et les États membres à soutenir leur travail pour un secteur des soins de qualité.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : consultation publique sur les activités transfrontières des associations à but non lucratif**

Cette consultation vise à nourrir une proposition de directive sur les activités transfrontières des associations, y compris les mutuelles et autres associations actives dans le secteur de la santé. L'initiative veut réduire les obstacles à l'exercice d'activités transfrontières dans le marché unique de l'UE.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

5 Politique économique

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : base de données sur la mise en œuvre des recommandations par pays dans le cadre du Semestre européen**

La Commission européenne a lancé une base de données dans laquelle il est possible de suivre les progrès que les pays réalisent dans la mise en œuvre des recommandations reçues dans le contexte du Semestre européen, y compris en matière de soins de santé. Les recommandations adoptées depuis 2011, ainsi que les évaluations de la Commission y sont publiées.

DOC [EN](#) HTML

➤ **CONSEIL DE L'UE : approbation des recommandations spécifiques par pays dans le cadre du Semestre européen**

Le Conseil de l'Union européenne a approuvé les recommandations spécifiques par pays proposées par la Commission européenne dans le cadre du Semestre européen. Ces recommandations concernent les programmes nationaux de réformes pour 2022, y compris en matière de soins de santé pour huit pays (Estonie, Grèce, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pays-Bas, Pologne, Portugal) et de soins de longue durée pour cinq pays (Autriche, Belgique, Estonie, Pologne, Slovaquie). Un document publié par le Parlement européen fournit un aperçu des principaux changements apportés par le Conseil.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN](#) PDF

➤ **EUROGROUPE : fin de la surveillance budgétaire rapprochée mais poursuite des réformes attendues en matière de santé en Grèce**

Les ministres des finances de la zone euro ont examiné le quatorzième rapport au titre de la surveillance renforcée concernant la Grèce et ont félicité l'intention de la Commission européenne de ne pas prolonger la surveillance budgétaire rapprochée après son expiration le 20 août 2022. D'ici novembre, d'autres réformes devront tout de même être réalisées, y compris dans le secteur des soins de santé primaires.

DOC [EN](#) PDF

► **CONSEIL DE L'UE : adoption du Plan polonais pour la reprise et la résilience**

Après l'évaluation positive de la Commission européenne, le Plan a été adopté par le Conseil de l'Union européenne. La Pologne envisage des réformes et des investissements en faveur d'un système de soins de santé plus efficace et accessible à tous. Ainsi, 4,4 milliards d'euros sont destinés à soutenir les hôpitaux et les universités médicales. Des réformes dans les soins de longue durée sont entre autres prévues pour accroître la participation des femmes au marché du travail.

DOC 1 [EN/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 3 [EN](#) HTML

► **PARLEMENT EUROPEEN : résolution sur la mise en œuvre de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR)**

Le Parlement souhaite que les fonds soient transparents, conditionnés au respect de l'État de droit et assurent un retour sur investissement maximal. Il encourage les États membres à utiliser tout le potentiel de la FRR pour investir (entre autres) dans les soins de santé. Les Plans nationaux approuvés jusqu'ici prévoient des dépenses de 37 milliards d'euros pour les mesures liées aux soins de santé, ce qui correspond à 8% des dépenses totales. La contribution la plus élevée est destinée à la rénovation et à l'extension des infrastructures hospitalières.

DOC 1 [EN/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/FR](#) HTML

► **COMMISSION EUROPEENNE : rapport sur la mise en œuvre de la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR)**

Selon le rapport, environ 87 milliards d'euros sont destinés au pilier visant la santé et la résilience économique, sociale et institutionnelle. Environ 48% de ce montant concernent les soins de santé et 8% les soins de longue durée. Plus de 60% des recommandations spécifiques par pays concernant la santé ont été couvertes de manière satisfaisante par les 25 plans nationaux pour la reprise et la résilience adoptés.

DOC [EN](#) PDF

► **COMMISSION EUROPEENNE : adoption des accords de partenariat avec sept États membres au titre de la politique de cohésion 2021-2027**

La France, l'Italie et le Portugal utiliseront une partie des fonds pour réduire les disparités territoriales en matière d'accès aux soins de santé. La Pologne vise à améliorer la qualité et l'accès aux services d'assistance sociale et de soins de santé. La Roumanie tend à améliorer l'accès aux soins de santé, la qualité, l'efficacité et la résilience du secteur, et à réduire les inégalités de santé. L'Estonie va également investir dans le secteur de santé et dans la réforme des soins de longue durée. Enfin, la Croatie va soutenir la formation médicale, le système d'aide médicale d'urgence et les services de télémédecine.

DOC 1 [EN/FR](#) HTML | DOC 2 [EN](#) PDF | DOC 3 [EN/FR](#) HTML | DOC 4 [EN/FR](#) HTML | DOC 5 [EN/FR](#) HTML | DOC 6 [EN/FR](#) HTML | DOC 7 [EN/FR](#) HTML | DOC 8 [EN/FR](#) HTML

► **COMMISSION EUROPEENNE : financements supplémentaires accordés à sept États membres au titre de REACT-EU**

Les financements accordés à l'Allemagne, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Pologne serviront soit à soutenir la transformation numérique du secteur de la santé ou la reprise du secteur de la santé après la pandémie, soit à investir dans l'efficacité énergétique des établissements de santé. Les financements accordés à l'Espagne et à l'Italie serviront à soutenir le recrutement et le financement du personnel de santé, les services de santé, l'achat de matériel et de doses de vaccins.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML | DOC 3 [EN](#) HTML | DOC 4 [EN/FR](#) HTML | DOC 5 [EN](#) HTML

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : adoption du programme PAIX PLUS pour la paix et la coopération entre l'Irlande et l'Irlande du Nord**

Ce nouveau programme regroupe les précédents volets de financement d'INTERREG et de PEACE pour la période 2021-2027. Un des six domaines thématiques ciblés vise à bâtir des communautés en bonne santé et inclusives. Pour cela, les approches collaboratives intercommunautaires et transfrontières seront soutenues en matière de soins de santé.

DOC 1 [EN/FR](#) HTML | DOC 2 [EN/FR](#) HTML

➤ **BEI : financements accordés à Ryvu Therapeutics pour le développement de nouveaux traitements contre le cancer**

Ces financements accordés par la Banque européenne d'investissement (BEI) à la société polonaise Ryvu Therapeutics visent à soutenir la découverte, la recherche et le développement de traitements innovants pour traiter les patients atteints d'un cancer.

DOC [EN](#) HTML

➤ **CER : cartographie des recherches financées**

Le Conseil européen de la recherche (CER) a publié une analyse de l'ensemble des recherches financées dans le cadre du programme Horizon 2020 pour la période 2014-2020. Sur tous les projets analysés, 34% sont susceptibles de contribuer à des politiques de santé. La cartographie fournit un aperçu général des pays et domaines financés et un aperçu détaillé des projets financés par domaine de recherche.

DOC [EN](#) HTML

7 Concurrence

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : enquête formelle sur les pratiques anticoncurrentielles menées par Vifor Pharma**

L'enquête vise à déterminer si Vifor Pharma a restreint la concurrence en dénigrant de manière illégale Pharmacosmos, son concurrent sur le marché du traitement martial par administration intraveineuse le plus proche en Europe.

DOC [EN/FR](#) HTML

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : communication des griefs sur la violation en matière de concentrations par Illumina et GRAIL**

Dans cette communication, la Commission européenne affirme qu'Illumina et GRAIL ont enfreint le règlement de l'Union européenne en procédant à une opération de concentration alors que cette opération était en cours d'examen. Illumina est une entreprise mondiale spécialisée dans le séquençage génomique. GRAIL est une entreprise spécialisée dans les tests de dépistage du cancer. Toutes les deux sont établies aux États-Unis.

DOC [EN/FR](#) HTML

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : autorisation de l'acquisition de FutureLife par Hartenberg Holding et CVC**

L'acquisition approuvée concerne des marchés de services médicaux de reproduction assistée et exclut les activités en Estonie et Finlande. FutureLife est active dans la médecine reproductive et en particulier dans les traitements de fécondation in vitro. Hartenberg Holding est une société d'investissement et le seul actionnaire de contrôle de FutureLife. Les deux entreprises sont basées en Tchéquie. CVC est un fonds de capital-investissement basé au Luxembourg.

DOC [EN](#) PDF

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : autorisation de l'acquisition du contrôle exclusif de Cerner par Oracle**

Cerner fournit des logiciels et services conçus pour les prestataires de soins de santé et la recherche clinique. Oracle est spécialisé dans les technologies de l'information. Les deux entreprises sont basées aux États-Unis.

DOC [EN](#) HTML

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : autorisation de l'acquisition du contrôle conjoint de Theramex par PAI Partners et Carlyle**

Theramex est une entreprise pharmaceutique basée au Royaume-Uni et spécialisée dans la santé des femmes, y compris les domaines de la contraception, la fertilité, la ménopause et l'ostéoporose. PAI Partners est une société de capital-investissement basée en France. Carlyle est un gestionnaire d'actifs alternatifs basé aux États-Unis.

DOC [EN](#) HTML

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : autorisation de l'acquisition du contrôle conjoint de IFS par EQT Fund Management, HgCapital, et TA Associates**

Impala Bidco Sàrl (IFS) est une entreprise basée au Luxembourg active dans le développement de logiciels d'entreprises. EQT Fund Management est un gestionnaire luxembourgeois de fonds d'investissement. HgCapital est une société d'investissement privé basée au Royaume-Uni et spécialisée dans les solutions logicielles dédiées au développement durable. TA Associates est une société américaine d'investissement privé spécialisée dans les industries de la technologie, de la santé et des services financiers.

DOC [EN](#) PDF

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : autorisation de l'acquisition de Irepe par TSM**

Irepe est la société mère ultime du groupe Esperri, un fournisseur de soins aux personnes âgées et aux personnes handicapées, ainsi que de soins de réadaptation aux toxicomanes et aux personnes avec des troubles mentaux. Elle est basée en Finlande. TSM est un fonds d'investissement basé au Luxembourg et détenu par le groupe Triton, une société d'investissement privé.

DOC [EN](#) PDF

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : autorisation de l'acquisition du contrôle conjoint de Kedrion et BPL par Permira et Sestant**

Kedrion et BPL sont deux sociétés, l'une italienne et l'autre britannique, actives dans la collecte du plasma humain et dans le développement, la production et la vente de produits thérapeutiques dérivés du plasma. Permira est une société d'investissement privé de Guernsey et Sestant est une compagnie financière italienne.

DOC [EN](#) HTML

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : autorisation de l'acquisition du contrôle conjoint de Ephesoft par Clearlake et TA Associates**

Ephesoft fournit une plateforme intelligente de traitement de documents. Clearlake est une société d'investissement privé active entre autres dans les secteurs des logiciels et de services technologiques. TA Associates est une société d'investissement privé active notamment dans les soins de santé et les technologies. Les trois sont basées aux États-Unis.

DOC [EN](#) PDF

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : autorisation de l'acquisition du contrôle conjoint de Advarra par Blackstone et CPP Investments**

Advarra fournit des services d'examen éthique et des technologies aux compagnies biopharmaceutiques, aux instituts de recherche et aux sites d'essais cliniques. Blackstone est une société de gestion d'actifs alternatifs. Toutes deux sont basées aux États-Unis. CPP Investments est l'Office d'investissement du régime des pensions du Canada.

DOC [EN](#) PDF

8 Procédures d'infraction

▶ **BELGIQUE : transposition de la législation européenne en matière de radioprotection**

La Commission européenne a envoyé une lettre de mise en demeure à la Belgique en lui demandant de transposer correctement dans sa législation nationale la version révisée de la directive sur les normes de base (directive 2013/59/Euratom). La directive modernise et consolide la législation de l'Union en matière de radioprotection et fixe les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population, des travailleurs et des patients contre les dangers résultant de l'exposition aux rayonnements ionisants.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

▶ **CHYPRE : transposition de la législation européenne relative à l'assistance médicale à bord des navires**

La Commission européenne a adressé un avis motivé à Chypre pour défaut de communication à la Commission de ses mesures nationales visant à transposer les règles de l'Union européenne relatives à l'assistance médicale à bord des navires (directive (UE) 2019/1834). La directive met à jour des prescriptions minimales de sécurité et de santé pour promouvoir une meilleure assistance médicale aux personnes exerçant une activité professionnelle à bord d'un navire.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

▶ **CHYPRE : non-conformité des nouvelles mesures applicables aux professions réglementées**

La Commission européenne a envoyé une lettre de mise en demeure à Chypre au sujet de la non-conformité des mesures nationales qui mettent en œuvre la directive européenne relative au contrôle de proportionnalité avant l'adoption d'une nouvelle réglementation de professions (directive (UE) 2018/958). Elle demande à Chypre de veiller à ce que les nouvelles exigences applicables aux professions soient nécessaires et équilibrées. Les professions de soins de santé réglementées sont couvertes par cette directive.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

9 Cour de Justice de l'Union européenne

▶ **ARRET : rejet du recours d'Illumina contre le mécanisme de renvoi du règlement sur les concentrations**

Dans l'affaire T-227/21, le Tribunal a rejeté le recours de la société Illumina contre les décisions de la Commission européenne d'accueillir la demande de renvoi des autorités de la concurrence française, grecque, belge, norvégienne, islandaise et néerlandaise et de se déclarer compétente dans l'analyse de l'opération de concentration entre Illumina et Grail, entreprises américaines spécialisées respectivement dans le séquençage génomique et dans les tests de dépistage du cancer.

DOC [EN/FR](#) HTML

▶ **ARRET : passation de marchés publics pour les services de transport sanitaire d'urgence et d'extrême urgence**

Dans les affaires jointes C-213/21 et C-214/21, la Cour affirme que la directive 2014/24/EU sur la passation des marchés publics ne s'oppose pas à une réglementation nationale qui prévoit que des services de transport sanitaire d'urgence et d'extrême urgence ne peuvent être attribués par voie de convention, en priorité, qu'à des organisations de bénévolat, et non à des coopératives sociales pouvant distribuer à leurs membres des ristournes liées à leurs activités.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **ARRET : mise en œuvre du principe d'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale**

L'affaire C-625/20 concerne la directive 79/7/CEE relative à la mise en œuvre progressive du principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière de sécurité sociale. Selon la Cour, la directive s'oppose à une réglementation nationale qui empêche les travailleurs affiliés à la sécurité sociale de bénéficier cumulativement de deux pensions d'invalidité professionnelle totale lorsque celles-ci relèvent du même régime de sécurité sociale, tout en permettant un tel cumul lorsque ces pensions relèvent de régimes de sécurité sociale distincts, dès lors que cette réglementation désavantage particulièrement les travailleurs féminins par rapport aux travailleurs masculins.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **ARRET : taxe sur la valeur ajoutée pour les services d'assurance fournis par des sociétés tierces au nom et pour le compte d'un assureur**

Dans l'affaire C-267/21 portant sur l'interprétation de la directive relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée, la Cour a arrêté que les services de règlement des sinistres (en ce compris les assurances médicales) fournis par des sociétés tierces, au nom et pour le compte d'une société d'assurances, ne relèvent pas des « prestations des conseillers, ingénieurs, bureaux d'études, avocats, experts-comptables et autres prestations similaires, ainsi que [du] traitement de données et [de] la fourniture d'informations » visés par la directive.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **CONCLUSIONS : conditions auxquelles l'état de santé d'un ressortissant d'un pays tiers peut faire obstacle à l'exécution de son éloignement**

Dans ses conclusions sur l'affaire C-69/21 proposées à la Cour de justice de l'UE, l'avocat général affirme que la directive 2008/115/CE relative aux normes et procédures applicables au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, lue en combinaison avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, s'oppose à ce qu'un ressortissant d'un pays tiers, gravement malade et en séjour irrégulier sur le territoire d'un État membre, fasse l'objet d'une mesure d'éloignement, dans le cas où il sera exposé, en raison de l'indisponibilité légale, dans son pays d'origine, du seul traitement antalgique efficace, à une augmentation significative et irréversible de sa douleur.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **CONCLUSIONS : exonération de l'accise sur l'alcool éthylique utilisé pour la fabrication de médicaments**

Dans l'affaire C-166/21, la Commission européenne a introduit un recours à l'encontre de la Pologne pour avoir subordonné l'exonération du droit d'accise pour l'alcool éthylique utilisé pour la fabrication de médicaments à l'exigence que le produit circule sous un régime de suspension de droits. Dans ses conclusions, l'avocat général propose à la Cour de rejeter dans son intégralité ce recours.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

10 Guerre en Ukraine

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : proposition de mesures pour une assistance flexible aux territoires (FAST-CARE)**

La Commission européenne a adopté l'assistance flexible aux territoires (FAST-CARE). Elle étend ainsi le soutien déjà offert dans le cadre de l'action de cohésion pour les réfugiés en Europe (CARE) en proposant un soutien et une flexibilité supplémentaire pour la mise en œuvre des investissements au titre de la politique de cohésion et de relance, y compris dans les soins de santé. Le Conseil de l'UE a déjà approuvé la proposition. Le vote du Parlement est attendu en automne.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

► **COMMISSION EUROPEENNE : services de santé mentale et soutien psychosocial pour les personnes déplacées en provenance d'Ukraine**

La Commission européenne a signé un accord de 7 millions d'euros avec la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge afin de renforcer la capacité de ses membres et des professionnels de première ligne dans la prestation de services de santé mentale et de soutien psychosocial aux personnes en provenance de l'Ukraine dans cinq pays européens.

DOC [EN](#) HTML

► **COMMISSION EUROPEENNE : association de l'Ukraine au programme L'UE pour la santé**

La Commission européenne et le gouvernement ukrainien ont signé un accord associant l'Ukraine au programme « L'UE pour la santé ». Le pays aura ainsi accès aux financements pour répondre aux besoins immédiats mais aussi contribuer à la reprise dans le domaine de la santé.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

► **MECANISME DE PROTECTION CIVILE : patients Ukrainiens transférés dans des hôpitaux européens**

Ce mécanisme de l'Union européenne a permis le transfert de 1000 patients depuis l'Ukraine, la Moldavie, la Pologne et la Slovaquie vers des hôpitaux européens.

DOC [EN](#) HTML

11 Publications

► **EPRS : note sur le travail de soins comme un bien public moteur de croissance durable**

En vue de la proposition par la Commission européenne d'une stratégie européenne en matière de soins, le Service de recherche du Parlement européen (EPRS) invite à considérer le travail de soins comme un bien public moteur de croissance durable. La note montre que la promotion de soins abordables et de qualité pourrait produire entre 100 et 180 milliards d'euros additionnels chaque année. Elle prend en compte les travailleurs sociaux à domicile et certaines catégories de travailleurs en institution, dont les prestataires de soins personnels de santé.

DOC [EN](#) PDF

► **EUROFOUND : résultats du cinquième tour de l'enquête Vivre, travailler et COVID-19**

Publiés par la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail (Eurofound), ces résultats montrent que les besoins de soins de santé non satisfaits ont augmenté en Europe, et cela particulièrement pour les soins de santé mentale.

DOC [EN](#) PDF

► **EPHA : position conjointe sur l'incitation aux antibiotiques dans la révision de la législation pharmaceutique européenne**

L'Alliance européenne pour la santé publique (EPHA) et huit autres partenaires ont adopté une position conjointe sur l'incitation au développement d'antibiotiques que la Commission européenne envisage pour lutter contre la résistance aux antimicrobiens dans le cadre de sa révision de la législation pharmaceutique européenne. Cette position montre les risques de l'inclusion d'une extension d'exclusivité transférable permettant à une compagnie qui produit un nouveau antimicrobien d'étendre la période d'exclusivité à un autre produit ou de vendre ce droit à une autre compagnie.

DOC [EN](#) PDF

➤ **DSV : analyse des enjeux liés au règlement relatif aux dispositifs médicaux**

La Représentation des caisses de sécurité sociale allemande en Europe (DSV) analyse les enjeux qui entravent la mise en œuvre du règlement révisé relatif aux dispositifs médicaux et dispositifs médicaux de diagnostic in vitro.

DOC [EN](#) HTML

➤ **ARTICLE : respect des exigences post-commercialisation imposées par l'EMA pour les médicaments contre le cancer**

Dans cet article, Cherla et collègues analysent les caractéristiques des études qui ont appuyé l'approbation temporaire des médicaments contre le cancer par l'Agence européenne des médicaments pendant la période 2004-2014. Ils évaluent ensuite le taux d'achèvement des exigences de collecte des données cinq ans après leur mise sur le marché et l'influence que cela a sur la décision d'autorisation permanente.

DOC [EN](#) PDF

➤ **AIM : désaccord avec certains aspects de l'avis scientifique sur le dépistage du cancer en Europe**

L'Association internationale de la mutualité (AIM) a exprimé son désaccord avec certains avis proposés par le Groupe de conseillers scientifiques principaux (GCSA) de la Commission européenne. Elle conteste notamment l'extension des programmes de dépistage au dépistage du cancer de la prostate et du poumon. En vue de la mise à jour des recommandations du Conseil de l'Union européenne sur le dépistage du cancer, l'AIM a aussi publié ses propres recommandations.

DOC [EN/FR](#) HTML

➤ **HAI : appel à prioriser la santé dans la législation sur l'intelligence artificielle**

Health Action International (HAI) appelle les membres du Parlement européen à soutenir les amendements visant à prioriser la santé dans les négociations concernant la législation sur l'intelligence artificielle (IA). L'objectif est de trouver des solutions aux risques que l'IA pourrait entraîner pour la santé et les droits des patients.

DOC [EN](#) HTML

➤ **EHPA : analyse des enjeux liés à l'Espace européen des données de santé**

L'Alliance européenne pour la santé publique (EHPA) analyse les promesses et les obstacles liés à l'adoption et la mise en œuvre du règlement relatif à l'Espace européen des données de santé.

DOC [EN](#) HTML

➤ **EDITORIAL : risques liés à la fracture numérique pour l'Espace européen des données de santé**

Selon cet éditorial de van Kessel et collègues, l'Espace européen des données de santé ne parvient pas à réduire la fracture numérique. Il pourrait au contraire renforcer les inégalités et impacter de manière négative la qualité des soins, la capacité à participer aux soins de santé, et les résultats de santé. Les auteurs demandent une meilleure prise en compte des groupes plus vulnérables en matière de compétences digitales.

DOC [EN](#) HTML

➤ **HEALTH POLICY : numéro spécial sur les leçons tirées de la réponse à la pandémie de COVID-19**

Ce numéro spécial coordonné par l'Observatoire européen des systèmes et des politiques de santé synthétise les leçons tirées de la réponse à la pandémie de COVID-19 et analyse pourquoi certains pays semblent avoir mieux géré la pandémie que d'autres.

DOC [EN](#) HTML

➤ **ARTICLE : opportunité que représente la politique de santé de l'UE après la pandémie de COVID-19**

Dans cet article, Eleanor Brooks analyse l'opportunité que la politique de santé de l'Union européenne pourrait représenter dans la lutte contre les inégalités de santé. Pour cela, elle

étudie les changements en cours dans la politique européenne de santé en lien avec la santé publique, le marché intérieur et la gouvernance fiscale.

DOC [EN](#) PDF

POLITICO : article sur les défis rencontrés par HERA dans la passation conjointe de marché

Cet article analyse la réponse de HERA face à la variole du singe. Parmi les défis mis en avant figurent la lenteur de la procédure conjointe ainsi que la pratique d'achats parallèles mise en place par plusieurs États membres, y compris la Belgique, le Danemark et la France,.

DOC [EN](#) HTML

OMS/Europe : stratégie paneuropéenne sur les soins de santé primaires

Le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé pour l'Europe (OMS/Europe) a publié une stratégie paneuropéenne visant à renforcer les soins de santé primaires à partir des leçons tirées de la pandémie de COVID-19.

DOC [EN](#) PDF

POLITICO : opportunités post-Brexit pour le traitement des maladies rares

Cet article publié par Politico analyse les opportunités offertes par la sortie du Royaume-Uni en matière de recherche clinique pour le traitement des maladies rares. La volonté du Royaume-Uni de dépasser l'Union européenne pourrait en effet promouvoir la recherche britannique en matière de thérapies cellulaires et génétiques.

DOC [EN](#) HTML

OBS : revue des soins de santé bucco-dentaire en Europe

L'Observatoire européen des systèmes et des politiques de santé (OBS) a réalisé une revue des tendances et défis communs dans le financement, l'accès, la couverture et la prestation de services de soins de santé bucco-dentaire dans 31 pays européens. Les conclusions montrent entre autres que les soins dentaires constituent les soins les plus fréquemment reportés pour des raisons financières.

DOC [EN](#) PDF

ESPN : rapports sur la mise en place de réformes dans le secteur de la santé au Portugal et à Malte

Ces rapports ont été publiés par le Réseau européen de politique sociale (ESPN). Celui sur le Portugal présente la suppression des frais à charge des patients entrée en vigueur en juin 2022 pour les services de soins hospitaliers. Celui sur Malte présente les controverses qui ont accompagné l'élargissement de l'accès et du champ d'application de la législation en matière de fécondation in vitro.

DOC 1 [EN](#) PDF | DOC 2 [EN](#) PDF

12 Divers

PARLEMENT EUROPEEN : résolution sur les menaces contre le droit à l'avortement dans le monde

Le Parlement européen invite l'Union européenne et ses États membres à inscrire le droit à un avortement sûr et légal dans la Charte européenne des droits fondamentaux. Il exhorte les États membres à dépenaliser l'avortement et à supprimer et combattre les obstacles à l'avortement ainsi qu'à l'accès aux soins de santé et aux services en matière de sexualité et de procréation.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **CONSEIL DE L'UE : conclusions sur la stratégie de l'UE sur les droits de l'enfant**

Ces conclusions du Conseil de l'Union européenne mettent l'accent sur la protection des droits de l'enfant dans les situations de crise ou d'urgence. Les États membres sont invités à mettre en place des procédures d'accueil d'urgence visant à garantir la sécurité de l'enfant en matière de santé physique et mentale, ainsi que l'accès aux services de base tels que les services de santé.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **PARLEMENT EUROPEEN : résolution sur la convocation d'une convention pour la révision des traités européens**

Le Parlement européen renouvelle son appel en faveur d'une convention pour la révision des traités afin de mettre en œuvre les recommandations issues de la conférence sur l'avenir de l'Europe. Les modifications proposées prévoient entre autres d'adapter les compétences que les traités confèrent à l'Union européenne, y compris dans le domaine de la santé et des menaces transfrontières sur la santé.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **CONSEIL DE L'UE : évaluation préliminaire des résultats finaux de la conférence sur l'avenir de l'Europe**

Dans cette évaluation, le secrétariat général du Conseil de l'Union européenne conclut qu'un nombre important de 49 propositions et 320 mesures connexes peuvent être réalisées à traité constant et sont déjà en cours de traitement, par exemple dans le domaine de la santé. Dix-huit mesures spécifiques requièrent une modification du traité, comme celle de faire de la santé et des soins de santé une compétence partagée de l'UE et celle d'harmoniser les normes en matière de soins de santé de façon obligatoire au niveau de l'UE.

DOC 1 [EN](#) - [FR](#) - [NL](#) PDF | DOC 2 [EN](#) HTML

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : communication sur les propositions issues de la conférence sur l'avenir de l'Europe**

Dans cette communication, la Commission européenne évalue ce qui est nécessaire pour donner suite aux propositions de la conférence, elle donne un aperçu des prochaines étapes et expose la manière de tirer les enseignements de la conférence. En annexe sont présentées les actions concrètes (déjà en place, proposées mais à adopter, prévues, et nouvelles) permettant de répondre aux propositions, y compris dans le domaine de la santé (pp. 8 à 10 de l'annexe).

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **PARLEMENT EUROPEEN ET CONSEIL DE L'UE : accord politique sur la directive sur la résilience des entités critiques**

La directive concerne les services essentiels pour la subsistance des citoyens de l'Union européenne et le bon fonctionnement du marché intérieur. L'accord étend à onze le nombre de secteurs auxquels la directive s'appliquera. Celui de la santé en fait partie.

DOC [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : rapport sur la performance en matière de recherche et d'innovation et nouveau programme européen d'innovation**

Le rapport publié par la Commission européenne analyse la manière dont la science peut aider à bâtir une Europe durable, compétitive et résiliente. Les résultats montrent, entre autres, que 17% de la recherche financée contribue au secteur de la santé et que les investissements pour la recherche et développement dans ce secteur ont augmenté entre 2019 et 2020. La Commission européenne a également présenté un nouveau programme pour soutenir l'innovation technologique dans tous les secteurs, y compris celui de la santé.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN/FR/NL](#) HTML

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : publication des Eurobaromètres sur la corruption**

La Commission européenne a publié l'Eurobaromètre spécial sur les perceptions et expériences des citoyens en matière de corruption, ainsi que l'Eurobaromètre Flash sur l'attitude des entreprises à l'égard de la corruption dans l'UE. Selon le premier rapport, trois Européens sur dix pensent que la corruption est répandue dans le secteur des soins de santé. Selon le

deuxième rapport, 68% des compagnies interviewées pensent que la corruption est répandue dans le secteur des soins de santé et pharmaceutique de leur pays.

DOC 1 [EN](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

➤ **COMMISSION EUROPEENNE : publication du code de bonnes pratiques renforcé contre la désinformation**

Ce code énonce des engagements précis et détaillés de lutte contre la désinformation. Il a été signé par 34 acteurs, dont des plateformes, des entreprises technologiques et des représentants de la société civile. Les signataires devront remettre un rapport de mise en œuvre des actions prises, y compris pour limiter la désinformation médicale et liée à la pandémie de COVID-19.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN](#) HTML

➤ **MEDIATEUR EUROPEEN : mauvaise administration dans la gestion de demandes d'accès du public à des documents de la Commission européenne**

La Médiatrice européenne a confirmé sa conclusion de mauvaise administration de la part de la Commission européenne dans le cadre de deux enquêtes. L'une porte sur l'accès à des documents concernant des masques chirurgicaux distribués au début de la pandémie de COVID-19. La deuxième porte sur l'accès à des messages textos échangés entre la Présidente de la Commission et le PDG d'une firme pharmaceutique. Dans ce cas, la Médiatrice a invité la Commission à reconnaître les messages textuels et instantanés liés au travail comme des documents de l'UE.

DOC 1 [EN/FR/NL](#) HTML | DOC 2 [EN/FR](#) HTML

Brèves sur les soins de santé en Europe

Lettre d'information électronique de l'Observatoire social européen (OSE asbl),
éditée pour le compte de l'INAMI.

Rédaction : Rita Baeten et Jessica Martini

baeten@ose.be

www.ose.be

La lettre est disponible en anglais, français et néerlandais.

Pour s'abonner à la lettre :

www.ose.be/health_newsletter/